

Le portrait du jour : Alain Lambert

Christine Mital, Challenges

Avec Nicolas Sarkozy à Matignon, c'est lui qui serait sans doute aujourd'hui à la tête du ministère de l'Economie. Jean-Pierre Raffarin ne lui a offert qu'un poste de ministre délégué au Budget. Pourtant l'heure d'Alain Lambert a sonné, c'était hier devant les députés à l'Assemblée nationale, de sa voix tranquille, presque douce, l'ancien maire d'Alençon a lâché ce que personne ne veut entendre. Fermons les enveloppes, a-t-il dit, en préconisant un gel des dépenses publiques pendant trois ans. Trois ans pendant lesquels l'administration ne pourrait même pas augmenter ses dépenses du montant de l'inflation. Pourquoi cette soudaine détermination alors que le Premier ministre se refuse, lui, à parler de rigueur ? Mais justement il y a un couac, parce que Lambert, lui, c'est la rigueur en personne. Ce notaire, fils de cordonnier et natif de Madré, un petit village de Mayenne dont le nom lui convient bien a toujours été économe de l'argent de ses administrés. Son plus grand titre de gloire, avoir redressé les finances d'Alençon qui était, lorsqu'il arrive à la mairie, une des villes les plus endettées de France. Et sous le gouvernement Jospin, il n'avait pas hésité à aider Laurent Fabius à faire voter une loi qui limite les dérapages budgétaires. On se prend à rêver. Pourquoi Alain Lambert le consensuel ne créerait pas une commission gauche droite qui se mettrait d'accord sur l'évolution de la dépense publique ? Mais on en est loin, il faudrait déjà que Jean-Pierre Raffarin donne raison à son ministre.